



Document Oxfam France – Agir ici

Ce que les décisions de Copenhague signifient

19 décembre 2009

Malgré une mobilisation de la société civile sans précédent et en dépit de la présence des médias du monde entier, aucun accord sur le climat n'a été trouvé lors du Sommet de Copenhague. Un certain nombre de pays en développement ont refusé de signer un texte trop faible présenté par une petite trentaine de pays, dont la France. Au final, tout ce qui reste est un simulacre d'accord que les Etats sont invités à signer.

« L'accord » ne garantit aucune action. Il fournira, au mieux, une fraction des financements dont ont besoin les pays pauvres pour lutter contre les conséquences du changement climatique. Les grandes décisions sur les objectifs de réduction des émissions ont été remises à l'année prochaine.

Pour Romain Benicchio, d'Oxfam France – Agir ici

« Non seulement cette déclaration d'intention ne résout en rien les désaccords qui ont bloqués les négociations depuis deux ans, mais en plus il représente un déni de démocratie pour tous les pays qui n'ont pas été consulté dans son élaboration. »

« Les chefs d'Etats du monde avaient une véritable opportunité, ici, à Copenhague, de signer l'accord équitable, ambitieux et contraignant dont le monde avait besoin. Mais, les négociations s'enlisant, chacun a repris ses billes et les ambitions ont été revues à la baisse. Au petit matin, samedi, tous les espoirs d'un accord juridiquement contraignant avaient disparu. »

« Il est trop tard pour sauver le Sommet, mais il n'est pas trop tard pour sauver la planète et ses habitants. Nous n'avons pas d'autre choix que d'aller de l'avant et travailler pour un accord juridiquement contraignant pour 2010. Contrairement aux habitudes, cela doit être fait de manière rapide, décisive et ambitieuse ».

Les raisons de l'impasse

L'origine de cet échec remonte au moins à la mise en place du Plan d'action de Bali. Trop peu de dossiers ont avancé en deux ans, révélant au grand jour les limites du processus des négociations et les désaccords grandissant sur le contenu d'un accord.

Le processus

Quelques pays sont venus à ce Sommet sans véritable intention de négocier. Il s'agit principalement de pays ayant d'importants intérêts dans les combustibles fossiles, ou se concentrant exclusivement sur leur compétitivité à court terme. Ces pays ont sapé les négociations.

La présidence danoise a mal géré les débats. De nombreux pays sont restés en dehors du processus des « amis de la présidence danoise », et la sélection des participants n'a pas été ouverte et transparente. Les Chefs d'Etat se sont retrouvés négociant directement en plénière, réitérant leurs positions nationales plutôt que de proposer des avancées qui n'avaient pas été obtenues lors des réunions préparatoires.

Plus les discussions avançaient, plus les décisions se faisaient rares. Un « accord » a été établi lors de quelques séances bilatérales tenues à huis clos avant d'être imposé aux autres pays, pauvres pour la plupart.

Il est important que les leçons de l'échec de Copenhague soient retenues. Ce type de processus avec un texte négocié par un petit groupe de pays qui est ensuite imposé au reste du monde ne peut pas fonctionner. Les négociations continuant en 2010, un changement d'approche fondamental est nécessaire dans les tactiques de négociation des grands acteurs.

Nous avons besoin d'un processus qui ne soit pas une simple compétition, où les pays tentent de minimiser leurs concessions, mais, au contraire, une collaboration transparente où, par exemple, les blocages sont résolus au sein de groupes mixtes, et non dans des blocs exclusifs. Il est clair que le processus de négociation de la CCNUCC nécessite une réforme substantielle pour maîtriser la complexité des solutions qu'exige un accord contraignant sur le climat.

Alors que le Sommet entrait dans la phase critique des derniers jours, la grande majorité des observateurs a été privé d'accès au centre de conférence. La sécurité d'une telle réunion est primordiale, mais il est inexcusable de ne pas avoir tenu compte de la présence indispensable de la société civile et d'autres observateurs pour des questions évidentes de transparence et de légitimité.

Le contenu

Les pays riches (Annexe 1) sont arrivés les mains presque vides à Copenhague et n'ont pas présenté grand chose de nouveau lors les négociations.

100 milliards de dollars ont été annoncés, à long terme, pour financer la réduction des émissions et l'adaptation dans les pays pauvres et 30 milliards de dollars de financements d'urgence, à court terme, pour les pays les plus vulnérables.

Derrière les grands chiffres, comme souvent, se cachent de nombreuses conditions et des détails qui limitent fortement la portée de ces engagements.

- 100 milliards de dollars est un objectif, pas un engagement - les pays pauvres n'ont aucune assurance de voir ces fonds effectivement déboursés pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences.
- 100 milliards de dollars ne représentent que la moitié des fonds nécessaires. Les fonds manquant priveraient les travailleurs du secteur de la santé en Asie du Sud-est et en Afrique subsaharienne des 1,5 milliard de dollars dont ils ont besoin chaque année pour prévenir les décès liés à la malaria et la diarrhée que le changement climatique intensifie.
- Rien ne garantit que ces 100 milliards de dollars seront additionnels aux engagements d'aide publique au développement. Cet argent pourrait être ponctionné sur les sommes destinées aux secteurs de la santé et de l'éducation pour financer des digues.

- Les 100 milliards de dollars pourraient ne pas provenir de financements publics. C'est pourtant l'unique moyen de garantir que cet argent soit délivré aux bonnes personnes, au bon endroit et au bon moment.

Les objectifs des pays riches pour réduire leurs émissions de GES ne correspondent en rien aux exigences scientifiques. Sans critère précis pour répartir les efforts ou sans un objectif agrégé pour les pays de l'Annexe 1, le processus pour que ces pays s'accordent sur des objectifs de réduction à moyen terme est particulièrement préoccupant. La simple approche volontaire sur les engagements et le suivi compromet la mise en place d'efforts équitables et ne garantit aucunement une réduction des émissions compatible avec des objectifs de limitation du réchauffement conformes aux recommandations de la communauté scientifique.

Les engagements pris à ce jour par les pays riches comportent trop d'échappatoires, (notamment la question de « l'air chaud », principalement pour les pays d'Europe de l'Est, les règles de comptabilisation du LULUCF, et la non-prise en compte des émissions des secteurs des transports aériens et maritimes), et mèneront directement à un réchauffement global de 3,9°C. Les conséquences sur les personnes vulnérables seront catastrophiques.

Certains pays en développement sont venus avec des propositions sérieuses et prêts à faire des concessions. La Chine sur les actions « mesurables, vérifiables et reportables », le Brésil sur les contributions financières de la part des pays en développement et l'Afrique du Sud sur des objectifs de réduction des émissions. Par comparaison, les offres de réduction des émissions de certains grands pays émergents étaient plus ambitieuses que celles des pays riches.

Avec la présente déclaration, les dirigeants partent de Copenhague avec à peine plus que ce avec quoi ils étaient arrivés. Le fait qu'aucun accord digne de ce nom n'ait été trouvé laisse néanmoins la porte ouverte pour revenir sur certaines de ses parties, notamment celle, on ne peut plus vague, sur les 2°C. Autre élément « positif », la consolidation des deux textes de négociation (KP et LCA) devrait faciliter le travail en 2010. Pas de quoi se réjouir non plus...

Le futur des négociations

L'accord avec la Chine va aider l'administration Obama à faire passer sa législation pour le climat et l'énergie. Un accord complet à Copenhague aurait, cependant, été encore plus utile. Et il est clair que l'ambiance régnant lors des débats donnera des arguments aux opposants au multilatéralisme et aux négociations sur le climat. Plus largement, le manque d'avancée lors de ce sommet pourrait refroidir l'engagement de certains chefs d'Etat, au point de ne pas vouloir faire le déplacement lors des prochaines étapes des négociations.

L'échec de Copenhague est tel qu'il va être difficile de faire revenir les parties autour de la table des négociations. Le manque de confiance est plus fort qu'au début de la conférence. Restaurer cette confiance et reconstruire une dynamique de négociation constructive est clairement l'enjeu des mois qui viennent.

Contact Presse

Magali Rubino

+ 33 (0)6 30 46 66 04

mrubino@oxfamfrance.org